



F S U Auvergne.

DECLARATION de la FSU au CTPA du 28 janvier

L'ensemble des personnels de l'Education et des Fonctionnaires étaient massivement en grève le jeudi 24 janvier pour la revalorisation du pouvoir d'achat par l'augmentation du point d'indice, la défense des missions de service public, de l'emploi public, et l'exigence d'une école au service de la réussite de tous les élèves. Or les mesures que vous nous présentez aujourd'hui sont très loin de nos attentes.

Déjà, pour le premier degré, le report des mesures de carte scolaire dans le premier degré après les élections municipales... un calcul politicien que la FSU condamne. Le Ministre veut instaurer un service minimum dans les écoles, organisé par les municipalités et financé par les retenues sur salaire des grévistes -on frôle le détournement d'argent public ! Aggravé par son annonce de recourir à la loi pour imposer aux personnels de se déclarer grévistes au moins 48 heures à l'avance, le Ministre de l'Education Nationale confirme toutes les craintes que nous avons exprimées. Il s'agit bien d'une volonté d'entraver l'exercice du droit de grève. C'est inacceptable. L'affichage d'une proposition de négociation là dessus n'est qu'un paravent pour masquer la brutalité d'une décision qui met chacun devant le fait accompli. Pour la FSU les quatre créations pour l'académie sont très insuffisantes et amplifie les dégradations dans le primaire.

Dans le second degré, les chiffres parlent d'eux-mêmes. La suppression de 121 emplois dont une partie par transformation en HS va faire porter aux personnels le poids d'une charge de travail accrue au détriment des élèves et des personnels. La FSU ne peut que condamner cette logique purement gestionnaire qui ne sera pas tenable techniquement et pratiquement dans les établissements... surtout que d'autres HS seront sûrement distribuées !

Plus spécifiquement, sur la réforme de l'enseignement professionnel lancée à la hâte par le Ministre de l'Education au premier trimestre. La généralisation des bacs pro en 3 ans, sans bilan de l'expérimentation en cours, sans concertation avec les personnels, a soulevé de telles réactions que le Ministre a dû revenir sur son calendrier initial et reporter sa mesure à 2009. Or le Rectorat de Clermont va bien au-delà de la note ministérielle du 18 décembre en ouvrant autant de bacs pro dès la rentrée 2008. Peut-on encore parler d'une simple « poursuite de l'expérimentation » ? La FSU demande un moratoire pour 2008 et l'ouverture d'une négociation sans préalable associant l'ensemble des organisations. Sur le fond, cette généralisation feint d'oublier à la fois les exigences de certains parcours professionnels qui demandent 4 ans de formation, et la nécessité d'une pédagogie donnant tout le temps de réussir à de nombreux élèves en très grandes difficultés. Devant une telle méthode, la FSU exprime toutes ses inquiétudes sur la réforme en projet de la voie technologique et de la voie générale des lycées, prévue pour janvier et reportée au mois de mai. Avancer sur la voie professionnelle sans s'exprimer sur les autres peut d'ailleurs alimenter les pires soupçons : la FSU demande notamment des assurances sur le maintien et la promotion de la voie technologique industrielle.

Pour ce qui concerne les personnels administratifs, le ministère nous ferme aujourd'hui l'équivalent de l'IA 43. Ces suppressions massives sont inacceptables pour la FSU, car ces 47 suppressions marquent un renoncement de certaines missions dans les services et le renoncement de certains services aux élèves dans les établissements. Nous voulons savoir quels sont vos projets sur ces suppressions.

La FSU prend acte de la création de 6 postes d'infirmiers. Toutefois nous resterons loin d'avoir les besoins des établissements couverts, en effet un nombre de collègues devront toujours partager leur temps de travail sur plusieurs EPLE.

Pour la FSU, une autre orientation pour l'école publique est nécessaire. Elle se fonde sur le recrutement massif et la formation de personnels d'enseignement, d'éducation, d'orientation, de santé, d'administratifs, de TOS correctement rémunérés, respectés et qui sont tous indispensables pour assurer la réussite éducative. L'école, c'est l'affaire de tous.

Pour la FSU, il s'agit bien d'obtenir les moyens d'un service public d'éducation qui assure la réussite de tous. Et il s'agit en même temps de porter dans le débat public nos propositions d'amélioration du système éducatif.

Parce que la FSU ne se résigne pas à subir plus longtemps des attaques destructrices pour le service public d'éducation et les conditions de travail, d'emploi et de salaire des personnels,

Parce que la FSU ne veut pas d'un avenir pour les jeunes compromis par les formations au rabais d'une école libérale inégalitaire, sans moyens et sans ambition pour tous,

La FSU était dans la rue le 24 janvier, pour dire son refus de la politique éducative et budgétaire du gouvernement et notre volonté de promouvoir une école de qualité pour tous.